

# Déclaration liminaire des élu·e·s CGT au CTL de la DISI GE du 16 juin 2021



Monsieur le président, c'est l'heure du bilan.

Bilan du télétravail, bilan de la gestion de la crise sanitaire.

À la lecture des documents qui nous sont soumis, on constate un effort financier significatif pour l'équipement en matériel nomade et matériels associés. Cela signifie qu'on arrive à trouver des moyens et des crédits pour financer des dépenses importantes, c'est une chose qui ne sera pas oubliée. Tout comme nous n'avons pas oublié les retards sur les matériels, masques, gel hydroalcoolique, équipements de télétravail. Nous n'avons pas oublié les décisions contradictoires prises sans concertation ni discussion.

Nous n'avons pas oublié le texte scélérat sur le vol des congés, l'injuste prime COVID, distribuée à la tête du client, ni tant d'autres erreurs navrantes dans la désastreuse gestion de cette crise sanitaire.

On ne doit pas fermer la parenthèse sur une crise par un bilan « globalement satisfaisant », qui met à l'écart tout ce qui n'a pas fonctionné. C'est en faisant des erreurs qu'on apprend ; mais ici, il semble que la direction considère ne pas avoir fait d'erreur, donc n'a rien appris.

À nous donc de mettre en évidence les erreurs à ne pas renouveler. La crise sanitaire les a mises en évidence de manière tellement aveuglante que nous sommes en droit de dire que tout ne va pas très bien, madame la marquise dans le pays des finances publiques. On voudrait mentir en disant le contraire aux agents et à la CGT, nous refusons de nous prêter à ce sinistre jeu de cache-cache. Le dialogue social n'est pas au niveau de ce qu'il devrait être dans un grand ministère. Les représentants des personnels ne sont pas associés en amont des projets mais mis sous le fait accompli. Pas de discussions, pas de négociations, ce sont des réformes au rabais, des décisions d'amateurs prises sur un coin de table, avec au final un coût social élevé pour les agents.

La preuve que le dialogue social n'est toujours pas à l'ordre du jour, c'est ce protocole de télétravail présenté « pour information ». Ce texte vient de la direction générale, qui l'a écrit sans aucune discussion en amont avec les syndicats. Et maintenant, celui-ci redescend au niveau local pour être validé par les instances locales. C'est une inversion complète de la hiérarchie des normes qui impose d'abord une discussion locale puis nationale avant validation. Pire encore, ce texte vient se percuter avec le protocole ministériel issu de la loi de transformation de la fonction publique ! Alors quel est le but de la direction générale ? Jouer à celui qui arrive le premier dans la course au titre honorifique ? Cela ne nous regarde en rien et nous refusons de nous prêter à cette parodie de dialogue social. Ce texte imposé, autoritaire et mal écrit n'a aucune valeur pour nous, il est à refaire. D'ailleurs nous allons bientôt vous opposer un texte élaboré par la CGT, scrupuleusement discuté par nos instances locales, validé par un vote au niveau national, faisant donc l'objet d'un vrai dialogue social, donc avec une légitimité bien meilleure que la vôtre. Soyez certains que nous allons le présenter très prochainement et que nous en discuterons que vous le vouliez ou non, car une fois encore, les élus syndicaux ont une légitimité de la part des agents que vous, directeurs n'avez pas pour prétendre porter leur parole. Et c'est sur cette légitimité que nous comptons pour lutter face à vous pour leurs intérêts, leur qualité de vie et leur bien-être dans l'exercice de leur mission.

Enfin, nous voulons évoquer le remplacement de notre directeur par une personne recrutée par voie contractuelle. Une direction gouvernée par un contractuel, quelle preuve faut-il encore pour révéler les intentions du gouvernement ? C'est bel et bien une privatisation des missions de service public qui se met en marche ! On recrute de plus en plus d'agents par voie contractuelle, on fait exécuter des missions par des prestataires privés et maintenant, nos directeurs sont des contractuels ! Bientôt, nous irons vers une gestion à la mode d'une entreprise ou d'une startup, voire pire, comme Amazon, qui, rappelons-le, oblige ses salariés à faire ses besoins dans une bouteille en plastique pour économiser le temps des pauses dites « techniques » ! C'est vers cela que nous allons, et vous avez beau tenter de le cacher par de vaines paroles, ce sont les faits que nous regardons. Et les faits ne mentent pas, eux ! N'oublions pas la fable de la grenouille : Si l'on plonge subitement une grenouille dans de l'eau chaude, elle s'échappe d'un bond ; alors que si on la plonge dans l'eau froide et qu'on porte très progressivement l'eau à ébullition, la grenouille s'engourdit ou s'habitue à la température pour finir ébouillantée.